

PROPOSITION 1 - Faire de l'apprentissage du français et des fondamentaux une grande cause nationale

- Je partage votre diagnostic : les performances de notre système éducatif, qui est au cœur de notre promesse républicaine, ne sont plus au rendez-vous.
- **Cette crise de l'éducation est l'une des causes du malaise de tant de jeunes. Elle est l'une des causes majeures de l'affaiblissement de la France.**
- Les performances scolaires des élèves s'en ressentent. En particulier, celles en mathématiques et en sciences sont particulièrement inquiétantes au niveau du primaire et du secondaire, comme en atteste la dernière enquête comparative TIMSS (Trends in Mathematics and Science Study).
- En Allemagne, de tels résultats, au début des années 2000, avaient fait l'effet d'un électrochoc dans la société (le « choc PISA»). Un sursaut similaire s'impose aujourd'hui en France. En particulier, tous les élèves de 6e doivent savoir lire, écrire et compter.
- Comme vous le soulignez, **l'apprentissage du Français** est une nécessité fondamentale. C'est la clé de la réussite, de la promotion sociale, d'une intégration réussie. Vous avez raison de dire que cela doit être une priorité.
- J'ajoute que l'apprentissage du français doit être renforcé, non seulement à l'école, mais aussi chez les adultes. Il faut soutenir les entreprises et les collectivités locales et les associations dans la lutte contre l'illettrisme qui concerne 2,5 millions de personnes en France : 11% des 16-65 ans sont en situation préoccupante face à l'écrit. Pôle Emploi doit faire beaucoup plus face à ce fléau.
- Je veux aller plus loin encore que votre proposition et **faire de l'Education la grande cause nationale du quinquennat** :
 - **Tous les enseignements fondamentaux**, pas seulement le Français doivent être renforcés : je pense aux mathématiques, à l'histoire, à l'instruction civique.
 - Je veux mettre en place un **Contrat d'engagement citoyen obligatoire**, au collège et au lycée. Chaque année, une semaine sera consacrée à la citoyenneté, à la mémoire, à l'engagement, à la mise en pratique des valeurs républicaines, au sein des collèges et lycées mais aussi sur le terrain.

- **L'apprentissage du code** informatique doit intégrer les cursus dès le collège. Nous ne pouvons pas laisser aux jeunes Chinois et Indiens les clés de l'avenir
- **La réussite de nos enfants se joue dès le primaire et à l'entrée en Sixième.** Aujourd'hui, plus de 30% d'entre eux intègrent le collège sans savoir lire, écrire, compter. Je suis favorable à ce que les évaluations sur les fondamentaux se fassent en amont de l'entrée en 6^{ème}. L'idée d'une classe intercalaire entre le CM2 et la 6^e que vous proposez pourrait être expérimentée pour consolider le « socle » des élèves en difficulté et prévenir les décrochages ultérieurs. D'autres élèves, moins en difficulté, pourraient bénéficier d'un rattrapage durant les vacances scolaires.
- **Faire de l'Education une grande cause nationale passera par la revalorisation du métier de Professeur,** en rendant les métiers de l'Education attractifs pour y attirer les meilleurs talents. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. La Nation doit accorder plus de considération aux enseignants et remédier au « décrochage » statutaire qui a eu lieu par rapport à d'autres corps de fonctionnaires. Il faut que les meilleurs étudiants retrouvent la vocation d'enseigner. Le métier d'enseignant peut aussi constituer une deuxième carrière pour des cadres qui souhaiteraient changer de vie professionnelle. Il faut mieux gérer les talents et donner plus de liberté aux chefs d'établissements pour constituer leurs équipes.

PROPOSITIONS 2 et 3

2 - Référendum sur une réorientation des principes de la politique migratoire

3 - Inscrire dans notre Constitution sa supériorité aux traités internationaux et au droit européen

- La politique d'immigration nationale comme la politique d'immigration européenne ne fonctionnent pas. Et donc, quand les choses ne fonctionnent pas, il faut les changer.
- La France doit reprendre la maîtrise de ses flux migratoires. Si l'on ne change rien, nous allons aux devants de crises sociales terribles dans notre pays. Il faut donc marquer, un coup d'arrêt à l'immigration extra-européenne, pendant trois à cinq ans : c'est ce que j'ai appelé un moratoire.
- Beaucoup de responsables politiques limitent leur discours à dire ce qu'il faudrait faire. **Ce que je propose avec le moratoire sur l'immigration, c'est la seule méthode** efficace pour y parvenir, en France comme en Europe.

- Pendant ce temps de suspension, il faut **redéfinir l'ensemble des procédures** sur la mise en œuvre du droit d'asile, sur le regroupement familial, de l'attribution des titres de séjour, des expulsions. Il faut **prendre le temps de la négociation avec nos partenaires européens** sur le fonctionnement de Schengen, notamment les frontières extérieures. Le temps de discuter aussi d'un **vrai contrat avec les pays d'émigration** économique ou écologique.
- Il ne s'agit pas de supprimer le droit d'asile, par exemple, mais au contraire de **supprimer son contournement et ainsi le rétablir dans son esprit originel** (la France protège les défenseurs des libertés).
- **Je propose qu'un référendum soit organisé.** Ce sera aux Français de choisir démocratiquement. Nous sommes totalement en phase : dans une démocratie il ne faut pas avoir peur de donner la parole au peuple Français.

Concernant votre proposition 3 (Rappeler la supériorité de notre Constitution sur les sources externes et jurisprudentielles),

- La Constitution a une valeur supérieure aux traités. Dans notre République, il n'y a rien au-dessus de la Constitution, expression du peuple souverain.
- Une dérive s'est installée depuis de trop nombreuses années qui a pu laisser penser que des responsables non élus pouvaient prendre des décisions qui s'imposaient à notre Loi fondamentale.
- **Cette dérive n'est pas le fait des juges : elle est aussi et surtout de la responsabilité de ceux qui ont laissé faire cette situation à Paris et ailleurs.** Cette inaction des responsables nationaux a créé un sentiment populaire d'abandon et d'impuissance. Une réaction populaire ne peut être assimilée au populisme, qui n'en est que l'instrumentalisation politique.
- **Je propose que la France retrouve une autonomie réglementaire dans le seul domaine de l'immigration et durant le seul temps du moratoire, le temps que les choses changent en France comme en Europe. Ce « bouclier constitutionnel » sera mis en place par référendum.**
- Ceux qui crient « Europe, Europe » en sautant comme des cabris, je ne les ai pas entendus quand, il y a quelques mois, Édouard Philippe a écrit dans un article qu'une décision de la Cour de justice européenne était inacceptable, scandaleuse, contraire à l'intérêt national et à la souveraineté nationale. C'était à propos du temps de travail dans l'armée. Même chose lorsque le président

sortant a suspendu l'application d'un texte européen sur le contrôle technique des motos !

PROPOSITION 4 Interdiction du voile

- Nous avons en France une valeur fondamentale, au cœur de la République, et qui est la laïcité. La laïcité, c'est la séparation de l'Etat et des organisations religieuses, et donc la neutralité de l'Etat et des agents des services publics.
- Je souhaite rappeler le précédent de la loi du 15 mars 2004 sur les signes religieux à l'école, qui a mis un terme à une dérive entamée en 1989 par un avis du Conseil d'État demandé par Lionel Jospin. La loi du 15 mars 2004 adoptée à l'initiative du président Chirac vise tous les signes religieux et a permis de préserver la neutralité de l'école publique. Elle a permis un apaisement tout en réaffirmant des principes auxquels nous sommes attachés. Nous devons rester fidèles à cette démarche.
- Aujourd'hui nous sommes confrontés à de nouvelles difficultés dans les administrations, les services publics (hôpitaux, universités, piscines...), dans les clubs sportifs ainsi que dans les entreprises.
- Cette confrontation s'inscrit dans un combat fondamental : le combat résolu, total, contre l'islamisme
- **C'est pourquoi il nous faut compléter l'article 1 de la Constitution sur l'organisation de la République en ajoutant que :**

« Nul individu ou nul groupe ne peut se prévaloir de son origine ou de sa religion pour s'exonérer de la règle commune ». C'est une proposition faite par la commission des lois du Sénat et son président Philippe Bas que je salue.

Car aujourd'hui, ceux qui s'attaquent à la République se fondent sur notre propre Constitution et sur la liberté religieuse qu'elle garantit, pour miner la République et pour remettre en cause l'égalité des femmes et des hommes qui est également un principe cardinal : non seulement on doit le défendre, mais il faut en garantir l'application effective !

PROPOSITION 5 - Restaurer l'universalité des allocations familiales et responsabiliser les parents

- Là aussi, nous nous retrouvons
- Beaucoup des difficultés que nous rencontrons aujourd'hui sont la conséquence de l'abandon de notre politique familiale. Or l'avenir d'un pays est intimement corrélé à sa démographie. Le nôtre n'échappe pas à la règle : en 2040, les Français de plus de 65 ans seront plus nombreux que ceux de moins de 25 ans.
- La politique familiale répond à trois objectifs : le soutien à la natalité (héritage de la politique nataliste de l'après-guerre), la lutte contre la pauvreté (par un soutien accru aux familles modestes) et la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle (avec pour corolaire une plus grande égalité entre hommes et femmes) ;
- **A l'instigation de François Hollande et d'une idéologie de gauche, la politique familiale de notre pays a perdu sa dimension nataliste pour devenir une politique sociale.**
- **Le président sortant s'est malheureusement inscrit dans les pas de F. Hollande : il n'est en aucune façon revenu sur cette orientation.**
- Au cours des dernières années, le soutien à la natalité a été volontairement délaissé (plafonnement du quotient familial en 2013-2014, modulation des allocations familiales en 2015) au profit de la lutte contre la pauvreté et de la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle (augmentation de 25 % de l'allocation de soutien parental pour les parents isolés entre 2014 et 2018, réforme du congé parental en 2015).
- **C'est une évolution qu'il faut stopper.**
- En 2019, 753 000 bébés sont nés en France, soit 6 000 naissances de moins qu'en 2018 (- 0,7 %). Le nombre de naissances baisse chaque année depuis cinq ans. Mais il n'y a pas que cela ! les défaillances de la politique familiale qui n'est plus universelle, le soutien insuffisant aux modes de garde fait que le libre choix des familles n'est plus garanti.
- **Mon ambition est de redonner sa véritable nature à notre politique familiale et notamment son caractère universel.**

- **Je propose de restaurer progressivement le quotient familial au niveau qui était le sien en 2012 et de restaurer aussi l'universalité des allocations familiales**
- **Le renforcement de notre politique familiale doit s'accompagner d'une exigence accrue vis-à-vis des parents lorsqu'ils sont défailants.** Je suis favorable à la suspension des allocations familiales lorsque les enfants mineurs se livrent à des actes d'incivilité ou de délinquance sans réaction de leurs parents.

PROPOSITION 6 - Restaurer la Vème République et notre démocratie

- Réformer nos institutions ne sera pas ma priorité : la France a bien d'autres combats prioritaires à mener.
- Le septennat n'avait pas non plus que des avantages, et notamment il a induit la cohabitation. Le président est choisi par les Français sur un projet, il a besoin d'une majorité parlementaire pour le mettre en œuvre.
- **Je me suis engagé à ne faire qu'un seul mandat de 5 ans et à exercer pleinement ce mandat en privilégiant des chantiers prioritaires.**
- **Je suis attaché à nos institutions et à leur stabilité.** Rien dans notre Constitution n'oblige à l'exercice actuel du pouvoir – solitaire, imprévisible, vertical. La réforme de 2008 portée par Nicolas Sarkozy est suffisante pour une relation mieux équilibrée entre le Gouvernement et le Parlement.
- Je souhaite également faire appel à davantage de parlementaires en mission, pour aider le gouvernement à engager les réformes indispensables au pays.
- **Je souhaite rétablir un fonctionnement normal de nos institutions** dans lequel le président de la République retrouve la fonction d'arbitrage, où le Premier ministre assume son rôle de coordination de l'action gouvernementale et dans lequel les ministres exercent pleinement leur rôle.
- **Je veux créer un ministère de la Sécurité Publique** qui aura la charge d'une loi de programmation police-justice pour tout le quinquennat et coordonnera l'ensemble des forces nationales et locales de sécurité ainsi que l'administration pénitentiaire. C'est un autre ministère qui aura en charge les relations avec les collectivités territoriales. Pour garantir la sécurité des Français, il y a besoin d'un ministre à temps plein !

- Cela permettra de répondre à la préoccupation légitime des Français face à la hausse des délits et trafics, face à un sentiment d'impunité qui vient de ce que nos forces de l'ordre sont démunies, la Justice saturée, et que notre système carcéral ne permet pas l'application des peines.
- **Je souhaite aussi créer de nouveaux établissements pénitentiaires** adaptés aux primo- délinquants, et 20 000 places au moins de prison supplémentaires en 5 ans. Il nous faut multiplier par 4 les places en Centres éducatifs fermés.
- Il nous faudra doubler le recrutement de magistrats et diversifier leur recrutement, **en ayant beaucoup plus recours à des juristes déjà expérimentés, dans le secteur public ou le secteur privé. Il nous faut aussi un parquet national antidrogue.**
- **Les peines doivent être plus diversifiées et efficaces pour la répression des délits les moins graves** : une amende avec paiement immédiat pour des délits mineurs du quotidien ; un Juge de Paix pour régler de petits conflits ; suspension des allocations familiales pour les parents de mineurs délinquants récidivistes (contrat de responsabilité) ; des expulsions du logement social facilitées pour ceux qui s'adonnent à des trafics ou qui constituent des menaces pour leur voisinage.
- **Les peines doivent être vraiment appliquées et appliquées rapidement**, avec : la suppression des réductions de peine quasi-automatiques ; des peines planchers avec exclusion de toute réduction de peine pour les récidivistes et pour les individus commettant des violences contre les policiers, les gendarmes, les sapeurs-pompiers, les policiers municipaux ou les agents des douanes ; la double peine ; des OQTF vraiment appliquées (cf. moratoire sur l'immigration) ; l'expulsion des immigrés illégaux et des étrangers condamnés à de la prison ferme (23% des prisonniers).

PROPOSITION 7 - Un autre capitalisme qui valorise l'humain et revalorise le travail

- Je partage l'analyse selon laquelle **la mondialisation a été trop loin pour mettre en concurrence les salariés français avec ceux des pays moins développés**. Payer moins cher des véhicules fabriqués à l'étranger s'est soldé bien souvent par la fermeture de nos usines. La France des élites a cru à la « mondialisation heureuse » (et à la « France sans usines. Cette erreur nous a coûté 1,5 millions d'emplois industriels et explique les déficits colossaux de nos

exportations. **Il faut relocaliser des productions essentielles sur notre territoires, ce qui nécessite une nouvelle politique favorable à l'activité.**

- **C'est le sens du « pari de l'activité »** que je formule afin d'encourager massivement le « produire et travailler en France ». Cela passe par un effort sans précédent sur les coûts de production, le coût du travail et le poids excessif des normes et des contrôles qui asphyxient nos chefs d'entreprises. Avec une seule boussole : remettre la France dans les clous de la moyenne européenne, ni plus, ni moins.
- C'est pourquoi, plutôt que la baisse de l'Impôt sur les sociétés, je pense qu'il est **préférable de baisser les Impôts de production pour favoriser le retour de l'industrie de production en France, dans nos territoires.**
- **Je suis naturellement d'accord avec le fait d'associer davantage les salariés à la réussite de l'entreprise**, avec par exemple la possibilité de verser une part de « **dividende de performance** » à leurs employés lorsque l'entreprise va bien. C'est l'esprit gaulliste du capitalisme. Il faut rendre les mécanismes d'épargne salariale – participation, intéressement, actionnariat salariat – plus incitative, par exemple en supprimant le forfait social sur toutes les sommes volontairement versées au-delà de ce que prévoit la loi
- **Je retiens l'idée de Julien Aubert de valoriser les entreprises qui auront signé un accord de partenariat avec leurs salariés.**
- **En revanche, je ne crois pas qu'il faille conditionner.** En fonction de leur situation, les entreprises ne pourront pas toutes s'engager ni prendre les mêmes engagements... la priorité, c'est le retour de l'industrie, une révolution industrielle par la transition environnementale et de l'Etat stratège. **Nous créerons un fond souverain destiné à protéger le capital de nos principaux groupes.** Nous mettrons en place une **politique de normalisation** et créerons des conditions administratives d'une véritable anticipation sur les formes traditionnelles et nouvelles de la guerre économique. Il m'apparaît essentiel, à ce titre, de développer la formation des étudiants, des ingénieurs et des cadres sur les grands enjeux.

PROPOSITION 8 - Adopter une nouvelle PPE et revaloriser l'énergie nucléaire

- La France a de nombreux atouts et ne sait pas ou ne veut pas les utiliser ; le nucléaire en est un.

- Il faut un mix énergétique diversifié nous sommes tous d'accord. Il faut un mix énergétique qui tienne compte des réalités : **le nucléaire doit y jouer une place centrale**
- Dans ce domaine aussi, nous avons régressé durant les deux derniers quinquennats :
 - **Emmanuel Macron s'est inscrit dans les pas de Hollande** et de la loi de transition énergétique (Hollande) qui fixe cette limite absurde de 50% de nucléaire dans notre mix énergétique. L'horizon a été repoussé de 2025 à 2035, mais cette limite est toujours aussi absurde ;
 - **Le président sortant a eu « le nucléaire honteux ».** La centrale de **Fessenheim** est bien fermée en 2020, ledit arrêt se traduisant par un surcroît d'émissions de CO2 annuel de 5 à 10 millions de tonnes. Et elle n'est pas intervenue au moment de l'ouverture de l'EPR de Flamanville : celle-ci étant maintenant envisagée pour début 2023 (notamment due à un problème sur les soudures). **Dans "industrie nucléaire" : il y a le mot industrie et à force de ne pas en faire, on ne sait plus en faire...**
 - **Nième exemple de décision solitaire, verticale : l'abandon du projet Astrid,** réacteur nucléaire de 4e génération, dans le dos de toute la représentation nationale
 - **Nous avons une PPE (une programmation pluriannuelle de l'énergie) largement sous-estimée en termes de consommation électrique ! En réalité, c'est un scénario décroissant qui est sur la table depuis des années.**
- **Je veux sortir de ce « nucléaire honteux » et permettre à la France de devenir la première puissance neutre en carbone, notamment en développant notre production électrique bas carbone :** prolonger tous nos réacteurs nucléaires en activité (s'ils garantissent une sûreté optimale, bien sûr) ; lancer un programme nucléaire avec une première étape portant sur 6 réacteurs ; rattraper notre retard en matière de SMR (petits réacteurs) ; investir dans la recherche.
- **Concernant l'éolien,** dont nous mesurons tous l'exaspération qu'il rencontre et les avatars économiques qu'il induit, je propose qu'il soit subordonné à un consensus politique local.
- **Il faut une autre loi, loi de programmation "Climat"** pour informer et débattre des décisions d'investissements et de dépenses pour décarboner notre économie et nos modes de vie.

- **Nous devons faire de l'écologie une source de croissance et de compétitivité**, l'occasion d'une nouvelle révolution industrielle en encourageant le retour de la production en France et en investissant dans les secteurs industriels durables et en consolidant notre place de leader mondial de l'eau. En matière d'économie circulaire et de services environnementaux, nous avons également tous les atouts pour devenir leader mondial.
- **Les ménages doivent être aidés pour faire face à la hausse des coûts de l'énergie.** J'ai critiqué la lenteur avec laquelle le président sortant et son gouvernement ont pris la mesure du problème ainsi que le caractère tardif des solutions envisagées. Avec ces hausses, les Français paient aussi la facture du bilan du président sortant sur le nucléaire. Le fameux « bouclier » sur le gaz est arrivé trop tard et entérine les hausses passées : j'ai au contraire proposé que l'on efface via une baisse des taxes la hausse de 12,5% d'octobre. Et aussi que l'on supprime cette aberration qui consiste à faire payer aux Français une « taxe sur la taxe » : pour l'électricité et le gaz, ils paient des taxes assises sur le montant d'autres taxes, c'est la double peine ! Enfin, il aurait fallu une baisse des taxes plutôt que ce chèque de 100 euros aux personnes qui gagnent moins de 2000 euros. C'est une fois pour toutes. C'est injuste parce qu'il y a des effets de seuil : entre deux couples qui gagnent la même chose au total – 3000 euros, la prime sera de 100 ou de 200 euros selon la répartition des revenus au sein du couple ! Il faut des décisions beaucoup plus structurelles !
- **Il faudra revoir aussi nos modes de vie et de consommation vers plus d'économies, et cela va nécessiter des efforts publics importants.** Je pense par exemple à la rénovation énergétique des bâtiments : Nous devons lancer un **grand plan national pour la transition écologique des logements**. L'Etat devra se montrer à la fois pilote et exemplaire avec ses propres bâtiments.
- **Enfin et pour revenir au nucléaire, je me battrais pour qu'il soit inclus dans la taxonomie européenne !** Le nucléaire est une énergie vitale pour la décarbonation. Nous devons engager une partie de bras de fer en Europe : notre avenir, ça n'est pas les centrales à charbon !

PROPOSITION 9 - Défendre le droit de propriété

- C'est un droit fondamental, inaliénable, depuis la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789 et intégré dans notre bloc constitutionnel.
- Les modifications législatives adoptées récemment pour lutter contre les squats dans les résidences secondaires vont dans le bon sens : il faudra veiller à ce

que les préfetures les appliquent avec diligence. **Et en évaluer rapidement l'application, car je crains qu'elles soient insuffisantes.**

PROPOSITION 10 - Adopter un plan d'aménagement du territoire 2027

- Ce sont les territoires qui font la France ; un tel plan est intéressant et il doit veiller à mon sens à deux choses :
 - s'appuyer sur les territoires eux-mêmes
 - leur redonner de l'attractivité.
- Je veux par ailleurs reprendre l'idée du **Conseiller Territorial** qui siègerait au département et à la Région,
- **Oui, il faut panser et repenser les Territoires** : avec la Covid-19 on a vu les modes de vie changer, avec le télétravail qui se généralise par exemple. Il faut accompagner ces nouveaux modes de vie en garantissant à tous et partout un accès à la santé, à internet, aux transports.
- Je propose une **grande loi de libertés et responsabilités locales** pour un meilleur partage Etat / collectivité sur les grands enjeux de proximité. Je souhaite également rendre effectif le droit à l'expérimentation territoriale qui reste trop difficile à mettre en œuvre.
- En matière d'investissement, je propose de réfléchir à consacrer la vente de certains actifs non stratégiques de l'Etat dans l'économie à un **plan d'investissement dans la redynamisation des territoires, avec des services publics essentiels au plan local et le très haut-débit partout. Un Plan articulé autour d'une richesse spécifique à la France : le maillage de ses villes moyennes.**

PROPOSITION 11 - Pour un protectionnisme d'équilibre

- A l'expression de « protectionnisme », je propose celle de « patriotisme économique », qui n'est, à près tout, que la promotion et la défense de nos intérêts dans le respect de la réciprocité. **Lutter à armes égales doit être notre crédo économique.**
- La mondialisation telle qu'on l'a connue a favorisé le dumping social et écologique
- Pour autant ce n'est pas en réattribuant cette compétence aux États membres que nous pourrions mieux négocier avec la Chine ou des blocs commerciaux.

Par ailleurs, le principe du marché intérieur unique doit être préservé en Europe ce qui exclut de rétablir des frontières pour les marchandises, comme le Royaume-Uni doit le faire aujourd'hui avec les difficultés que l'on sait.

- Nous devons convaincre nos partenaires européens d'être plus exigeants vis-à-vis de nos partenaires commerciaux afin d'introduire la réciprocité dans les règles commerciales, avec des filtres environnementaux, sociaux et éthiques. **L'Europe a les moyens et la capacité de devenir une puissance commerciale respectée.**
- La politique commerciale européenne doit être complétée d'un mécanisme de prise en compte du carbone, et plus largement des impacts environnementaux des produits que nous importons. Et c'est l'Europe le bon échelon. Le débat sur la taxe carbone aux frontières sera un bon test de notre capacité à faire émerger cette ambition collective. Et une occasion de mettre en œuvre, enfin, une nouvelle stratégie d'influence française en Europe.
- Ce combat doit aussi être mené au niveau mondial et pas seulement au niveau européen.
- **Je rappelle aussi ma proposition de créer un Fonds souverain pour nos entreprises.**

PROPOSITION 12 - Mettre fin à la logique comptable (hôpitaux)

- Je crois en effet qu'on souffre de trop de bureaucratie. La méfiance dont le ministère de la Santé a fait preuve à l'égard de tous les acteurs privés pendant la crise COVID en a constitué une preuve dramatique.
- Dans l'hôpital certes, mais aussi dans l'Education nationale. Trop de personnels administratifs, et pas assez au cœur de leurs missions.
- Nous avons trop fait de « Grenelle », d'« Assises » ou d'« Etats généraux ». **Il faut désormais donner au secteur des perspectives financières un cadre pérenne, notamment pour lutter contre les déserts médicaux.** Je proposerai donc une grande loi de programmation en début de quinquennat pour moderniser nos infrastructures et généraliser la télémédecine.
- **Mais aussi revaloriser les métiers des soignants** : ils ont été en première ligne depuis un an et demi, on les a applaudis tous les soirs à 20h lors du premier confinement. Ils n'en ont pas été assez récompensés. Et ils doivent avoir les moyens de leurs missions.

PROPOSITION 13 - Sanctuariser nos capacités opérationnelles

- Sur l'effort budgétaire, je crois en effet qu'il doit être sanctuarisé.
- Je crois aussi à la coopération au sein de l'UE, et je propose la création d'une force européenne de protection civile par exemple afin de lutter contre les grands périls qui nous menacent (incendies, inondations).

La défense de nos intérêts économiques stratégique va de soi selon moi, et je veux qu'on puisse favoriser les achats européens par exemple, mais aussi que la France puisse empêcher l'achat d'entreprises ou de terrains stratégiques : je pense à nos entreprises dans le traitement de l'eau et des déchets, à nos aéroports, ou encore à nos vignobles. Le périmètre de nos intérêts économiques stratégiques devra servir de boussole à l'action du gouvernement.

- Enfin, nous devons avoir avec l'Allemagne un dialogue de vérité et d'exigence. A la fois pour sa contribution financière à l'effort collectif de sécurité (Sahel, frontières...), mais aussi sur l'avenir de l'industrie de défense pour lequel nous devons être vigilants sur les intérêts de la France. Sur le char comme sur l'avion commun, ce Gouvernement a pêché par naïveté.

PROPOSITION 14 - Rendre le travail plus attractif

- **Il faut retrouver le sens de la Valeur Travail**, le goût de l'effort : pour cela permettre la valorisation du Travail à sa juste valeur, avec des mécanismes comme le dividende salarié.
- **De nombreux métiers nécessitent aussi d'être revalorisés** : je pense aux enseignants et professeurs, aux militaires, aux policiers et gendarmes.
- **Je veux encourager les jeunes à entrer plus facilement sur le marché du travail** grâce à une meilleure orientation et un meilleur soutien à l'embauche d'un apprenti. Je veux également les aider à obtenir leur premier emploi en l'exonérant de charges sociales, durant 3 ans. Ce temps long est important pour éviter les effets d'aubaine et garantir l'acquis de la mesure en terme d'expérience professionnelle.
- **Il faut aussi permettre aux seniors qui le souhaitent de travailler plus longtemps pour qu'ils puissent compléter leur retraite** et transmettre leur savoir et leurs savoir-faire. Il faut réformer le cumul emploi retraite, en

permettant aux seniors qui l'ont choisi de continuer à acquérir des droits pour améliorer leur retraite.

- **Notre système social doit afficher la couleur** : les allocations chômage doivent être supprimées après deux refus d'un emploi raisonnable et nous remplacerons des aides sociales par une allocation sociale unique, toujours moins rémunératrice qu'un travail. Pour continuer à en bénéficier, il faudra être disponible, à temps plein, pour reprendre un travail là où sont les emplois vacants.

PROPOSITION 15 - Garantir notre souveraineté numérique

- C'est en effet fondamental. Il faut protéger les Français contre la perte de leurs données ; il faut agir pour qu'elles restent en France, qu'elles y soient protégées avec des solutions industrielles nationales / européennes, mais aussi qu'elles soient utilisées à bon escient.
- **C'est un enjeu de Sécurité et je salue votre proposition ; la Loi devra proposer des garde-fous.**
- **Mais il faut aussi favoriser les investissements dans les infrastructures.**
- **Nous avons là un enjeu qui est aussi européen** pour favoriser l'émergence de champions européens du digital, sur le modèle d'Airbus. Nous ne pouvons accepter de ne compter que 3 licornes européennes et que tant de nos start-ups soient rachetées par les GAFAM.